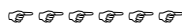


STATUTS POUR L'ASSOCIATION TERRE ET CIEL



TITRE I - BUTS ET COMPOSITION

ARTICLE 1

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, (*sauf pour les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, soumis au droit local*), en application de la Loi n° 84-610 du 16 Juillet 1984 modifiée et ses décrets.

Elle s'affilie à une Fédération sportive, reconnue d'Utilité Publique, en adéquation avec ses valeurs.

L'objet de l'Association est de promouvoir les pratiques physiques et sportives de détente et de loisir, dont l'activité centrale est le Qi Gong, à tous les âges et dans tous les milieux. Elle considère ces activités comme un élément important de l'éducation, de la culture, de la santé publique, de l'intégration et de la participation à la vie sociale.

Elle s'interdit toute discrimination basée notamment sur la race, le sexe, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Elle s'engage à respecter les droits de l'homme et la liberté d'opinion. Elle veille à l'observation des règles déontologiques définies par le CNOSF. Elle s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines pratiquées en son sein.

Sa durée est illimitée.

Le siège social est situé 151 rue Tahere 92210 Saint-Cloud

¹

Il ne peut être transféré que par une délibération de l'Assemblée Générale.

L'association veille à ce que ses statuts demeurent compatibles avec ceux de la fédération, elle s'engage à respecter les statuts et règlements fédéraux.

Toute discussion à caractère politique, confessionnel ou religieux est interdite au sein de l'association.

La saison sportive est calquée sur celle de la fédération, elle commence le 1^{er} septembre et s'achève le 31 août.

L'exercice comptable court du 1^{er} octobre² au 30 septembre³.

ARTICLE 2

L'association comprend des membres adhérents à jour de cotisation et des membres d'honneur.

Les membres d'honneur sont ceux qui ont rendu des services distingués à l'association. Ce titre est décerné par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur. Il dispense du paiement de la cotisation et donne le droit d'assister avec voix consultative aux assemblées générales.

¹ N'indiquer que la commune ou est situé le siège de l'association.

² Date de début de l'exercice, celui de la fédération courant du 1^{er} octobre au 30 septembre.

³ Date de fin de l'exercice.

ARTICLE 3

L'association accepte en son sein toute personne souhaitant pratiquer une ou plusieurs disciplines fédérales, bénéficier des formations et des installations mises à la disposition des adhérents par la fédération ou ses organes déconcentrés ou participer aux activités qu'ils organisent.

ARTICLE 4

Le montant de la cotisation et les modalités de versement sont fixés chaque année par l'Assemblée Générale. La cotisation inclut le coût de la licence fédérale.

ARTICLE 5

La qualité de membre se perd par la radiation, la démission ou le décès.
La radiation est prononcée par le Comité Directeur pour non-paiement de cotisation ou pour motif disciplinaire.

ARTICLE 6

Des sanctions disciplinaires peuvent être prononcées par le Comité Directeur.
Toute personne faisant l'objet d'une procédure disciplinaire doit être en mesure de préparer sa défense et doit être convoquée devant le Comité Directeur.
Elle peut demander l'accès au dossier et peut se faire assister par une personne de son choix, elle ne peut être représentée que par un avocat. Toute sanction doit être prise dans le respect des droits de la défense, des principes du contradictoire et de la proportionnalité de la sanction à la faute.

ARTICLE 7

L'association incite ses animateurs et adhérents à lire, à diffuser et à s'abonner à la revue fédérale. Elle répercute auprès de ses animateurs et adhérents les informations départementales, régionales et nationales.

TITRE II - ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 8

L'assemblée générale est convoquée par écrit par le Président 15 jours minimum avant la date prévue par le Comité Directeur, elle se tient au plus tard la veille de l'échéance du dixième mois suivant la clôture de l'exercice. La convocation est accompagnée du rapport d'activités, du rapport financier et des comptes annuels et, le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes.

Elle se compose de tous les adhérents à jour de leur cotisation trois mois avant la date de l'Assemblée Générale. Les adhérents de moins de 16 ans seront représentés par leur tuteur légal.

Le Président peut inviter les salariés à assister à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

Le Bureau de l'Assemblée Générale est celui de l'association.

Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres.

L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur.

Elle approuve le procès-verbal de la précédente Assemblée Générale. Elle entend les différents rapports : moral, d'activité, financier, ainsi que celui des réviseurs aux comptes ou des commissaires aux comptes

selon les modalités de la loi. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget et le montant des cotisations. Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour. Elle pourvoit, le cas échéant, au renouvellement des membres du Comité Directeur et désigne les réviseurs aux comptes chargés de la vérification annuelle de la gestion.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Le vote par procuration est autorisé, chaque membre pouvant détenir au plus trois procurations. Le vote par correspondance n'est pas admis.

Le procès-verbal est signé par le Président et le Secrétaire ou le Trésorier, une copie est adressée au Comité Départemental, ou Régional le cas échéant.

TITRE III - ADMINISTRATION

Section I - LE COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 9

L'association est administrée par un Comité Directeur de 5 membres⁴. Ces membres sont élus à main levée, par l'Assemblée Générale, pour 3 ans. Ils sont rééligibles.

ARTICLE 10

Est éligible tout membre majeur, à jour de sa cotisation comprenant la licence fédérale.

Ne peuvent être élus au Comité Directeur :

1. les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales,
2. les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales,
3. les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps, pour manquement grave aux règles techniques du jeu, constituant une infraction à l'esprit sportif.

En cas de vacance, le Comité Directeur peut pourvoir, par cooptation, au remplacement des membres défectueux jusqu'à la prochaine assemblée au cours de laquelle les postes vacants seront soumis à candidature puis élection valable jusqu'à la fin du mandat en cours. Les membres cooptés ont voix délibérative.

ARTICLE 11

Une Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur si elle est convoquée avec ce point à l'ordre du jour.

Sa convocation doit avoir été demandée par le tiers de ses membres.

Les deux tiers des membres doivent être présents ou représentés.

La révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

⁴ Il convient de fixer un nombre précis compris entre 5 et 13.

ARTICLE 12

Le Comité Directeur se réunit au moins 1 fois par an et toutes les fois qu'il est convoqué par le Président. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart des membres.

Les décisions sont prises à la majorité absolue.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Comité Directeur ne peut délibérer valablement que si au moins le tiers des membres est présent. Le vote par procuration est interdit⁵.

Les comptes rendus sont signés par le Président et le Secrétaire ou le Trésorier.

ARTICLE 13

Le Comité Directeur vote avant chaque début d'exercice le budget préparé par le Trésorier.

Aucune rétribution ne peut être attachée aux fonctions exercées au sein du Comité Directeur.

Seuls les remboursements de frais sont possibles. Le Comité Directeur en vérifie les pièces justificatives.

ARTICLE 14

Tout projet de convention entrant dans le champ d'application de l'article L 612-5 du code de commerce est soumis à l'accord préalable du comité directeur statuant hors la présence de l'intéressé. La décision est motivée. Pour l'application de l'alinéa 1 de l'article L 612-5 du code de commerce, sont présumées personnes interposées entre l'association et l'un des membres de son comité directeur : les ascendants, descendants en ligne directe, conjoint ou cocontractant d'un Pacte Civil de Solidarité des membres du comité directeur, ainsi que toute personne physique ou morale avec laquelle un membre du comité directeur est en relations d'affaires habituelles. Ces conventions sont ensuite présentées pour information à la prochaine Assemblée Générale.

Section II - LE PRESIDENT ET LE BUREAU

ARTICLE 15

En plus du Président, le Comité Directeur élit parmi ses membres, à main levée, un Bureau composé :

◇ d'un Trésorier.

Le mandat du Bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.

ARTICLE 16

Le Bureau se réunit au moins une fois par an, et chaque fois que cela est nécessaire. Le vote par procuration est interdit.⁶

Le Bureau présente à l'approbation du Comité Directeur, lors des réunions de celui-ci, un rapport moral et financier de situation. Le rejet global de ces rapports entraîne la démission du Bureau.

ARTICLE 17

Le Président convoque et préside l'Assemblée Générale, le Comité Directeur et le Bureau.

⁵ Ou : Tout membre du Comité Directeur empêché peut se faire représenter par un autre membre muni d'un pouvoir spécial à cet effet. Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne ne peut excéder deux y compris le sien.

⁶ Ou : Tout membre du Bureau empêché peut se faire représenter par un autre membre muni d'un pouvoir spécial à cet effet. Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne ne peut excéder deux y compris le sien.

Il représente l'Association dans tous les actes de sa vie et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Il ordonnance toutes les dépenses.

En cas d'absence aux réunions, il est remplacé par un Vice-président ou, à défaut, par le membre du Bureau le plus ancien.

En cas de vacance, un membre du bureau est désigné par un vote du bureau pour assurer l'intérim jusqu'à la plus proche assemblée générale.

ARTICLE 18

Le Secrétaire ou à défaut le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la correspondance, les archives, la tenue du fichier.

Il rédige les comptes rendus des réunions et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association.

Il rédige le rapport d'activités et le présente à l'Assemblée Générale.

Il est responsable de la tenue des registres de l'association :

a) *Registre spécial* :

Ce registre est coté et paraphé par le Président, ses pages sont numérotées et il est d'un seul tenant. Les modifications des éléments devant être déclarés à la Préfecture et les changements de dirigeants y sont mentionnés.

b) *Registre des délibérations* :

Les délibérations des Assemblées Générales, du Comité Directeur et du Bureau sont transcrites sur le registre des délibérations.

Le Président et le Secrétaire Général signent le registre à chaque modification. Ce registre doit comporter des pages pré numérotées.

Ce registre est consultable au siège de l'association par tout membre de celle-ci.

ARTICLE 19

Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion de l'Association. Il tient ou fait tenir une comptabilité complète de l'ensemble des recettes et dépenses de l'association.

Il effectue toutes les opérations financières et comptables en accord avec le Président, en fonction des décisions du Comité Directeur.

Il établit le compte d'exploitation, le bilan et le budget, qu'il soumet au Comité Directeur.

Il présente à l'Assemblée Générale le rapport financier.

TITRE IV - RESSOURCES

ARTICLE 20

Le Comité Directeur soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale, le montant annuel des cotisations comprenant la licence fédérale.

L'association peut percevoir, outre les cotisations, un droit d'inscription aux stages, ateliers et autres événements, des subventions des collectivités territoriales ou autres, des dons, des partenariats, des recettes provenant de prestations ou de produits vendus etc.

TITRE V - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

ARTICLE 21

Les statuts peuvent être modifiés par une Assemblée Générale ad hoc sur proposition du Comité Directeur. La convocation à cette Assemblée Générale doit préciser dans l'ordre du jour les modifications proposées ou les raisons de la dissolution, et ce, un mois avant la date prévue pour son déroulement. Le Comité Départemental, ou Régional le cas échéant, est informé dans les mêmes délais. Il peut déléguer un représentant à l'assemblée.

Une Assemblée Générale de modification des statuts ou de dissolution ne peut statuer que si la majorité absolue des membres sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, au moins 15 jours après la première assemblée et avec un délai de quinzaine. A cette nouvelle assemblée, le quorum n'est pas obligatoire.

La modification des statuts ou la dissolution doit être votée à la majorité des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

ARTICLE 22

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation. En aucun cas les membres de l'association ne pourront se voir attribuer en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'Association.

L'actif net sera attribué à une ou plusieurs autres associations poursuivant des buts similaires et qui seront nommément désignées par l'assemblée après consultation du Comité Départemental, ou Régional le cas échéant.

ARTICLE 23

Le Comité Départemental, ou Régional le cas échéant, est informé, dans les meilleurs délais, de tout projet de modification des statuts ou de dissolution.

Toute modification de statuts ou changement de Président, Secrétaire ou Trésorier, doit être déposé à la préfecture ou sous-préfecture de l'arrondissement dont l'association dépend.

Ces statuts ont été approuvés par l'Assemblée Générale Constitutive du 18 avril 2016 tenue à Saint-Cloud et faits en 2 exemplaires originaux.

La Trésorière

La Présidente